



Le silence, c'est quand les enfants dorment, pas quand ils meurent ! POUR LE CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET DÉFINITIF À GAZA ET LA PAIX TOUT DE SUITE !

Depuis le 7 octobre 2023, plus de 22 000 civils palestiniens ont été tués par les bombardements de l'armée israélienne contre Gaza (*ils seraient près de 30 000 selon les estimations*), et plus de 57 000 ont été blessés. La plupart sont des femmes et des enfants (*près de 10 000 enfants selon les estimations*). Dans une tribune du journal britannique *The Guardian* publiée le 29 décembre, la professeure Devi Sridhar, présidente de la chaire de santé publique à l'université d'Edimbourg (*Ecosse*), expliquait que la famine et les maladies causées ou favorisées par la destruction des hôpitaux, des réseaux d'alimentation en eau etc., pourraient provoquer la mort de près d'un quart des 2 millions d'habitants de Gaza, soit près de 500 000 personnes, d'ici un an. Il devient de plus en plus évident que le but d'Israël est d'annexer la Bande de Gaza et d'en chasser les Palestiniens, par la mort ou par l'exil.

Selon le Wall Street Journal, en près de trois mois, environ 70 % des maisons et la moitié des bâtiments de Gaza ont été endommagés ou détruits. L'armée israélienne a largué 29 000 bombes frappant non seulement les zones résidentielles, mais aussi les églises byzantines, les mosquées anciennes, les usines, les centres commerciaux, les hôtels, les théâtres, les écoles, les hôpitaux. D'après les informations du quotidien américain, les infrastructures endommagées, notamment les installations d'eau, d'électricité, de communication et de santé ne peuvent être réparées.

Face à cette situation, l'Afrique du Sud a saisi, le 30 décembre, la Cour internationale de Justice (*CIJ - Cour de Justice de l'ONU*), accusant l'Etat d'Israël de commettre un génocide contre les Palestiniens, et demandant au président de la Cour d'appeler les autorités israéliennes « à arrêter immédiatement toutes les attaques militaires dans la bande de Gaza et de mettre fin à sa restriction de l'aide humanitaire ». En réponse à cette démarche, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré qu'Israël poursuivrait sa « guerre défensive, dont la justice et la moralité sont sans équivalent », puis que celle-ci durerait « encore de nombreux mois », jusqu'à « la victoire absolue ». Mais, selon le journal israélien Haaretz, des responsables israéliens craignent que la CIJ ne donne suite aux accusations de l'Afrique du Sud.

Dans le monde entier (*aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en France, en Finlande, en Turquie, au Maroc, en Jordanie etc.*), les célébrations de la nouvelle année se sont accompagnées de mobilisations pour exiger le cessez-le-feu. C'est un fait, en 2024 comme en 2023, garder le silence devant la catastrophe humanitaire en cours est impossible. Comme l'affichait une manifestante sur sa pancarte : « *Le silence, c'est quand les enfants dorment, pas quand ils meurent !* ».

Ainsi, en ce début d'année 2024, nos organisations réaffirment leur solidarité à l'égard de la population, des travailleurs palestiniens et israéliens et de leurs syndicats, solidarité indissociable du rejet de toute forme de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme, et leur opposition à toutes les guerres impérialistes et à ceux qui les nourrissent. Elles continuent à exiger la libération de tous les otages et appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation, notamment en signant massivement la lettre-pétition aux députés et sénateurs de l'Aisne pour qu'ils exigent avec la population :

**LE CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET PERMANENT AVEC L'ARRÊT DES BOMBARDEMENTS SUR GAZA
ET DES DÉPLACEMENTS FORCÉS DE POPULATION ;
LA LEVÉE DU BLOCUS DE LA BANDE DE GAZA ET LA PAIX TOUT DE SUITE !
LE RESPECT DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUE, INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES
DONT LE DROIT À SE RASSEMBLER ET À MANIFESTER !**

**SAMEDI 6 JANVIER 2024, à 11h00
RASSEMBLEMENT
SAINT QUENTIN – Place du 8 octobre**